



HAL
open science

Think Tanks Conservateurs et Formatage de la Décision Politique aux Etats-Unis

Bernard Sionneau

► **To cite this version:**

Bernard Sionneau. Think Tanks Conservateurs et Formatage de la Décision Politique aux Etats-Unis. La Construction du Conservatisme Moderne aux Etats-Unis, 2012. hal-02613319

HAL Id: hal-02613319

<https://hal.science/hal-02613319>

Submitted on 20 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Think Tanks Conservateurs et Formatage de la Décision Politique aux Etats-Unis¹

Bernard Sionneau

Le développement de *think tanks*, financés par des fondations familiales², contribua de façon décisive à l'installation de la droite conservatrice dans le paysage politique et la société américains à partir du début des années 1980.

Dans le même temps, **le phénomène transforma, aux Etats-Unis, la nature de la production scientifique dans les champs d'investigation des sciences humaines et les rapports de nombre de ses chercheurs avec le monde politique, celui du journalisme et des affaires³.**

Plusieurs de ces transformations peuvent être évoquées qui ont la particularité d'être liées :

- **la multiplication, tout d'abord, grâce aux financements d'une partie du monde des affaires, de « centres de recherche engagés »** (*advocacy centers*), destinés à ne soutenir que des idées conservatrices/libertariennes et décidés à en assurer la propagation la plus large possible par une proximité cultivée systématiquement avec les grands médias et les milieux de la décision politique;
- ensuite, et comme conséquence, une volonté délibérée de la part des dirigeants et chercheurs de ces mêmes *think tanks* conservateurs de **prendre part aux batailles politiques**, à l'inverse de ce qu'avait fait, jusqu'ici, la communauté scientifique traditionnelle, dont la crédibilité et la légitimité de ses membres étaient fondées sur leur capacité à prendre du recul et conserver leurs distances par rapport à ces affrontements;
- à noter encore, **une approche du processus de recherche "inversé"**, qui, à l'incertitude sur les résultats finals de toute recherche impliquant la conception de problématiques ouvertes et l'examen des faits (destinées à prendre la mesure de tout objet de recherche), préférait, dans le cas des *think tanks* conservateurs, la certitude associée aux contenus dont les idées conservatrices formateraient les conclusions avant d'en avoir posé les principales interrogations;
- dans ce nouveau contexte, également, **un rapport différent des chercheurs au monde universitaires et à l'expertise**, dans la mesure où, pour ceux d'entre eux qui acceptaient d'être cooptés par les réseaux conservateurs et de produire un discours en phase avec leurs idées, il devenait alors possible d'échapper aux processus d'évaluation académiques traditionnels (comités scientifiques universitaires) et d'évoluer dans leur carrière, tout en n'ayant plus à se préoccuper de questions matérielles sur le très long terme (ils avaient l'assurance de pouvoir migrer d'un *think tank* à un autre, voire d'appartenir à plusieurs "*think tanks*", de passer d'une administration à un *think tank* et vice-versa, etc.);
- en lien, enfin, avec les transformations susmentionnées, **une mutation du temps et des rythmes de la recherche**, qui, dans l'univers de la recherche engagée, allait substituer, au rythme long de la maturation scientifique impliquant le questionnement, **la "production minute"**, issue de la volonté des responsables des *think tanks*

¹ Texte réalisé à partir de : « Les boîtes à idées du conservatisme américain », in Bernard Sionneau, *La construction du conservatisme moderne aux Etats-Unis*, Paris : L'Harmattan, 2012, pp. 138-172.

² Cf n°9 – « Financer la Prise de Pouvoir du Monde des Affaires – Les Fondations Familiales Conservatrices et Libertariennes aux Etats-Unis », <https://worldissuesandservices.org/2019/01/14/9-financer-la-prise-de-pouvoir-du-monde-des-affaires-les-fondations-familiales-conservatrices-et-libertariennes-aux-etats-unis/>

³ Extrait de « Les boîtes à idées du conservatisme américain », op. cit.

conservateurs d'exiger de leurs chercheurs qu'ils puissent fournir, 24h sur 24 et 7 jours sur 7, des éléments d'analyse porteurs de certitudes sur des questions et débats d'actualité, et dans des formats qui les rendraient directement utilisables par les parlementaires et les médias. Pour illustration, il est intéressant de citer les mots de Richard N. Perle⁴ qui, lors de la première réunion des conseillers du *Center for Security Policy (CSP)*, un *think tank* conservateur spécialisé dans les questions de défense (cf. infra), déclarait, en faisant référence à une campagne publicitaire de l'époque commanditée par un fabricant de pizzas-minute : « *Ce dont nous avons besoin, c'est d'être les Domino's Pizza du business politique. Si vous n'avez pas votre analyse politique dans les trente minutes, vous êtes remboursé!*⁵ »

Les fondations conservatrices, créées justement pour faire le lien entre les hommes d'action et les théoriciens par l'intermédiaire de leur stratégie de financement, accordèrent une part très significative de leurs dotations à un petit nombre de *think tanks* dont l'influence intellectuelle allait être considérable, à partir de la fin de la deuxième moitié des années 1970, dans la croisade pour conquérir l'esprit des élites.

Partant du principe, énoncé en 1948 par **Richard Weaver**, un traditionaliste de la "vieille droite", selon lequel **"les idées ont des conséquences"** (le titre de l'ouvrage qui le fit connaître⁶), **les gestionnaires de ces mêmes fondations, en hommes d'entreprise, intégrèrent ces think tanks dans "une chaîne globale de production d'idées"**⁷ qui allait bientôt mobiliser 80% de leurs ressources et dont l'"output" serait "mercaté" par l'intermédiaire des circuits de diffusion universitaire et médiatique, puis servirait à alimenter les argumentaires des activistes auprès de la population et du Congrès. Dans le même temps, **les organismes précités réinventèrent le concept de "think tank"**. Plutôt que d'approcher le processus politique de façon distanciée ainsi que le concevait la recherche traditionnelle et de façon technique dans la tradition "progressiste" ("*les problèmes sociaux ont des solutions techniques*"⁸), leurs responsables choisirent de l'aborder en termes "*idéologiques*". **De la sorte, ils rompaient avec ce qui se faisait jusqu'alors** (utiliser la connaissance pour résoudre, grâce à la recherche, des problèmes spécifiques et élaborer des réformes politiques) en décidant de mettre leurs ressources (financières et organisationnelles) au service de principes moraux et d'idées pilotant la recherche et destinés à guider la politique nationale.

Comme l'expliqua le leader conservateur Richard Viguerie (cf. infra) : "**Nous n'avons pas besoin de nouvelles idées, mais nous avons besoin de nouvelles techniques pour diffuser des idées vraies qui ont fait leurs preuves**"⁹. Telle fut la mission des principaux *think tanks* conservateurs dont il sera maintenant question.

⁴ Richard N. Perle fut *Assistant Secretary of Defense for International Security Policy* dans l'administration Reagan puis *Chairman of the Defense Policy Board* dans l'administration de Georges W. Bush. Cf. Bernard Sionneau, « Réseaux Conservateurs et Nouvelle Doctrine Américaine de Sécurité », in *Annuaire Français de Relations Internationales*, (AFRI), Bruylant, Bruxelles, 2003, https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2007/12/Jafalian_2003.pdf.

⁵ Center for Security Policy, « Message from the director », *Annual Report*, 1996, <http://security-policy.org/AR1996a.html>.

⁶ Richard M. Weaver, *Ideas Have Consequences*, Chicago, University of Chicago Press, 1948.

⁷ Karen M. Paget, "Lessons of Right-Wing Philanthropy", *The American Prospect*, n°40, September-October 1998.

⁸ Robert Kuttner, "Philanthropy and movements", *The American Prospect*, Volume 13, July 15, 2002, p. 2.

⁹ Cité in D. Callahan, *\$1 Billion Dollars for Ideas: Conservative Think Tanks in the 1990s*, A Report of The National Committee for Responsive Philanthropy, March 1999, p.9.

American Enterprise Institute (AEI)

Connue à ses débuts, en 1943, sous l'intitulé *American Enterprise Association*, elle n'était alors qu'une association créée par Lewis H. Brown, le président de l'entreprise *Johns-Manville*, pour défendre les intérêts d'entrepreneurs comme lui. Si plusieurs années auparavant, Brown avait été en faveur du *New Deal* (cf. infra), ses idées avaient progressivement évolué lorsqu'il en avait découvert la dimension keynésienne, contenue dans la notion de relance économique par la dépense publique, contraire, selon lui, à l'éthique du travail.¹⁰ Dotée d'un budget initial relativement limité à ses débuts (80 000 dollars), l'association employait des universitaires pour rédiger des rapports qu'il était pratiquement impossible de différencier de ceux de la *National Association of Manufacturers (NAM)*.

En 1954, un responsable de *General Electric*, A.D. Marshall, qui en était devenu le président après le décès de Brown en 1951, était prêt à mettre un terme à ses activités. Avant de se résoudre à le faire, il nomma toutefois un économiste de la Chambre de Commerce, William Baroody Sr., pour en être le Vice-président. Ce dernier, qui n'était pas vraiment un intellectuel, croyait toutefois fermement à l'importance du rôle des idées dans la justification et la promotion de politiques publiques conservatrices. Il entreprit ainsi de transformer l'association, créée par Brown, en une sorte de "*brain-trust*" rooseveltien prêt à fonctionner pour une future présidence conservatrice des Etats-Unis¹¹. Il recruta alors, comme conseillers scientifiques, deux économistes peu connus à l'époque, Milton Friedman, de l'Université de Chicago et Paul McCracken, de l'université du Michigan. Et il se chargea de convaincre également les gestionnaires financiers d'accepter un changement de nom en *American Enterprise Institute*, afin de différencier l'organisation d'une simple association de commerce (lui-même était partisan d'adopter le nom plus neutre, mais tout aussi porteur de sens quant à la finalité recherchée, d'*Institute for Public Policy Research*).

En 1964, Baroody eut l'occasion de mettre indirectement (il s'était officiellement mis en congé d'AEI pour lui éviter l'accusation de collusion et la perte de son statut d'exemption fiscale) son organisation au service du projet initial qu'il avait conçu pour elle. Il fut en effet chargé d'organiser un "*brain-trust*" pour la campagne présidentielle de Barry Goldwater . L'entreprise devait toutefois se révéler porteuse de difficultés. En sus de s'aliéner une partie des activistes de la droite conservatrice qui lui reprochèrent d'avoir voulu les écarter de la campagne (cf. supra), Baroody dut faire face à une enquête fiscale, diligentée par une sous-commission de la Chambre des Représentants sur les comptes d'*AEI*. La question était en fait de savoir si oui ou non la participation de Baroody à la campagne Goldwater avait contrevenu au statut d'exemption fiscale d'*AEI* (Baroody expliqua alors qu'il s'était mis en congé provisoire d'*AEI*). Pour éviter que ne se reproduise pareil incident et pour éviter aux analyses d'*AEI* de se voir accuser de manque d'objectivité, Baroody recruta des libéraux et des démocrates dans les rangs de l'association. Cela ne l'empêcha pas, cependant, de vouloir mettre sur pied un véritable "*brain-trust*" conservateur, persuadé qu'il était, que la recherche sur les politiques publiques était, aux Etats-Unis, la province exclusive des institutions "*pro-libérales*" (de gauche aux Etats-Unis). Et de fait, bien qu'il continuât d'affirmer qu'*AEI* était apolitique, l'association devint progressivement un point de chute pour des officiels d'administrations Républicaines qui avaient perdu leurs postes et un tremplin pour les activistes conservateurs qui voulaient entrer en politique. Ainsi, à partir de 1976, *AEI* accueillit dans ses rangs un certain nombre de personnalités politiques qui en fit une sorte de "*gouvernement en exil des administrations Nixon*

¹⁰ John B. Judis, *The Paradox of American Democracy: Elites, Special Interests, and the Betrayal of the Public Trust*, Routledge Press, 2001, p. 119.

¹¹ Ibid.

et Ford¹²". L'ex-président Gerald Ford, lui-même, rejoignit les rangs d'*AEI*, tout comme Robert H. Bork (ex-*Attorney General*¹³ de Nixon), Arthur F. Burns (président de la *Federal Reserve*) et William E. Simon (*Secretary of the Treasury*).

Entre 1977 et 1986, le fils de Baroody, William Baroody Jr., reprit les rênes d'*AEI*, après être passé par l'*Office of White House Public Liaison* dans les administrations Nixon et Ford. Il utilisa cette expérience pour élargir la communication du *think tank* et ses activités. Un véritable "déluge de publicité" fut, à chaque fois utilisé, pour mettre en valeur différents types d'éléments¹⁴: *Public Policy Weeks*, organisées autour d'un slogan: "*la concurrence dans le domaine des idées est fondamentale pour une société libre*¹⁵" et qui offraient à des dirigeants de grandes entreprises la possibilité d'échanger, pendant une semaine, avec des chercheurs, des responsables politiques d'administrations sortantes et des représentants de gouvernements étrangers; ou le "*World Forum*", une invitation lancée par l'ancien président Gerald Ford et qu'il continua d'animer pendant plusieurs été au Colorado (Vail)¹⁶ où des personnalités du monde politique et des affaires avaient la possibilité de discuter des mesures publiques qui affectaient leurs intérêts, tout en laissant la possibilité à *AEI* de récolter des fonds auprès des entrepreneurs. Baroody Jr. développa également les publications d'*AEI* avec différents titres : *Public Opinion*, sous la direction de David Gergen, *AEI Economist*, sous celle d'Herbert Stein, *AEI Foreign Policy*, sous la direction de l'ancien *Assistant Secretary of State* Harold Saunders et *Regulation*, une revue consacrée au droit et aux politiques publiques, sous la direction d'Antonin Scalia.

Avec William Baroody Jr., *AEI* devint une destination de financement privilégiée par des chefs d'entreprises préoccupés par l'activisme des syndicats et des associations de consommateurs.

C'est ainsi qu'il parvint à recruter les dirigeants des plus importants groupes américains pour alimenter ses campagnes de collecte de fonds, parmi lesquels Walter Wriston de *Citibank*, William Butcher de *Chase Manhattan*, David Packard de *Hewlett-Packard*, Thomas Murphy de *General Motors* et Reginald Jones de *General Electric*¹⁷. Et à partir de 1981, le *think tank* reçut un pourcentage régulier du budget annuel de plus de 600 entreprises. *AEI* put également compter (en partie grâce aux recommandations faites aux fondations conservatrices par Irving Kristol et William Simon quant à la nécessité de concentrer leurs dons) sur le financement de ses activités par les fondations *Olin*, *Sarah Scaife* et *J. Howard Pew Freedom Trust*. A la tête d'un *think tank* qui pesa bientôt plusieurs millions de dollars, Baroody Jr. put accueillir les chercheurs, les personnalités politiques et publier en masse des contenus dont le propos était systématiquement défavorable à l'intervention du gouvernement dans les activités des entreprises, ainsi que des attaques en règle contre les législations destinées à protéger les consommateurs, l'environnement et les syndicats. Comme l'admit d'ailleurs sans détours son

¹² John B. Judis, op. cit.

¹³ Bork occupa cette fonction de 1973 à 1974, époque à laquelle il obéit à la demande du président Richard Nixon de renvoyer Archibald Cox, le *Special Prosecutor* de l'affaire Watergate. Cox s'était attiré les foudres de la présidence à la suite de la demande officielle qu'il avait formulée, d'installer des écoutes pour enregistrer les conversations dans le bureau Ovale. L'épisode du renvoi de Cox, baptisé "*Saturday Night Massacre*", vit Elliot Richardson, l'*Attorney General* de l'administration Nixon et son *Deputy Attorney General*, William Ruckelshaus, démissionner, plutôt que de devoir renvoyer Cox. Bork, qui, en tant que *Solicitor General*, était le prochain dans la liste des nominations, accepta la fonction et se chargea du renvoi de Cox. Il reprit ensuite ses fonctions et fut nommé plus tard Juge à la Cour Suprême en 1987 par le président Ronald Reagan.

¹⁴ Lawrence C. Soley, *The News Shapers: The Sources who Explain the News*, New York: Praeger Publishers, 1992, p. 58.

¹⁵ Hugh Sidey, "Looking for Ideas that Work", *Time*, Monday, Dec. 20, 1982.

¹⁶ "Gerald R. Ford Biography", Gerald R. Ford Presidential Library and Museum, <http://www.ford.utexas.edu/grf/fordbiop.asp>.

¹⁷ John B. Judis, op. cit.

directeur des relations publiques: "*Nos études favorisent les entreprises ; elles sont la colonne vertébrale de notre économie*"¹⁸. Ce fut donc ainsi, dans un contexte particulièrement favorable à l'activité entrepreneuriale, qu'un Jude Wannisky put écrire son ouvrage "*The Way The World Works*" sur "*l'économie de l'offre*" (*supply-side economics*), qu'un William Simon put développer son programme d'études sur la politique fiscale et qu'Irving Kristol et Michael Novak firent progressivement apparaître les fondements du mouvement intellectuel associé au label "*néoconservatisme*"¹⁹.

Et lorsque Ronald Reagan accéda à la présidence, il demanda à plus d'une trentaine de collaborateurs d'*AEI* de participer à son administration parmi lesquels Jeane Kirkpatrick qui devint *U.S Ambassador to Nato* (1981-1985), Murray Weidenbaum, nommé à la tête du *Council of Economic Advisers* du président (1981 et 1982) et Antonin Scalia, à la *Supreme Court* (1986). Cette réalité amena plus tard Reagan à déclarer, alors qu'il se préparait à quitter la Maison Blanche, qu'aucun autre *think tank* n'avait été plus influent²⁰. Toutefois, c'est également au début des années 1980, une époque où le parti Républicain cédaux assauts d'une droite conservatrice, que l'étoile d'*AEI* commença à pâlir par rapport à d'autres *think tanks* plus ouvertement engagés, comme *Heritage Foundation* (cf. infra). Enregistrant une baisse sérieuse des contributions de ses principaux soutiens, *AEI* dû faire face à une crise à la fois financière et morale²¹. En conséquence, William C. Butcher, son président du Conseil d'Administration (qui était aussi le PDG de la *Chase Manhattan Bank*), décida de se séparer de William Baroody Jr. En décembre 1986, il le remplaça par Christopher DeMuth qui avait fait partie de l'équipe Nixon (ancien *Staff Assistant*) et s'était occupé de publicité pour le compte de l'*Office of Management and Budget* de l'administration Reagan. Dès sa prise de fonction, DeMuth se lança dans une opération de réorganisation d'*AEI*. Il commença par nommer trois nouveaux "*Research Directors*" et se débarrassa de la plupart des membres de l'équipe chargée des questions de politique internationale²². Il nomma Jeane Kirkpatrick (de nouveau professeur à Georgetown) à la tête de la nouvelle équipe qui fit aussitôt entrer Frank Gaffney (cf. infra), *Deputy Assistant Secretary of Defense for Nuclear Forces* de Caspar Weinberger, Richard Perle (cf. infra), un autre des *Assistant Secretaries* de Weinberger et Constantine Menges, un ancien *Special Assistant for National Security Affairs* et *National Intelligence Officer* à la CIA.

La "*mue conservatrice*" d'*AEI* était engagée.

The Heritage Foundation

Sa création, au début des années 1970, fut, en partie, le résultat d'une opération politique manquée, dont la cause en fut attribuée, à l'époque, par Paul Weyrich et Edwin Feulner (deux amis alors assistants de personnalités politiques Républicaines²³) à l'*AEI* de William Baroody Sr.

¹⁸ Cité in Serge Halimi, "Les boîtes à idées de la revanche sociale", *Manière de Voir* n°31, Août 1996, p. 47.

¹⁹ John B. Judis, op. cit.

²⁰ Donald E. Abelson, "Trends in Search of Policy Influence: The Strategies of American Think Tanks", *NIRA Review*, Spring 1998.

²¹ Lawrence C. Soley, *The News Shapers: The Sources who Explain the News*, Praeger Publishers, New York, 1992, p. 59.

²² Ibid., p. 60.

²³ Paul Weyrich fit carrière, au départ, dans le journalisme et la radio dans le Wisconsin, Etat dont il était originaire, avant de se tourner vers la politique en 1967, année où il débuta comme attaché de presse du Sénateur Républicain Gordon Allott du Colorado. Son amitié avec Edwin Feulner date de l'époque où ce dernier était l'assistant de

Au cours du printemps de l'année 1971, Paul Weyrich, qui, à 28 ans, travaillait alors à Washington comme *Press Secretary* dans l'équipe du Sénateur Républicain du Colorado, Gordon Allott, reçut une analyse en provenance d'*AEI*, consacrée à un projet d'avion de transport supersonique. L'analyse qui présentait, de façon concise, les arguments "pour" et "contre" de ce projet soutenu par l'administration du président Républicain Richard Nixon, venait cependant trop tard. De fait, le projet d'avion supersonique, avait été rejeté par le Sénat, deux jours auparavant, à l'issue d'un vote très serré (51 pour, 46 contre²⁴). Désireux de comprendre pourquoi les conclusions d'*AEI* n'avaient pu parvenir à temps aux assistants des Sénateurs afin qu'ils puissent préparer leurs patrons au débat, Weyrich s'était entendu répondre, par Morton Blackwell, un collègue conservateur du staff d'*AEI*, que cela avait été voulu. Depuis 1950 en effet, date à laquelle *AEI*, alors appelée encore *American Enterprise Association* (cf. supra) avait été épinglée par une commission du Sénat qui lui reprochait de ne présenter que "*le point de vue des grandes entreprises*²⁵", puis en 1964, année durant laquelle l'implication de Baroody dans la campagne présidentielle de Barry Goldwater lui avait valu des remarques désobligeantes de la part du futur président Démocrate Johnson (bien qu'à l'époque Baroody Sr. se soit mis en congé provisoire d'*AEI*) et, pour finir, depuis les enquêtes ultérieures de l'administration fiscale qui avait failli lui coûter sa place au commandes d'*AEI* (cf. supra), William Baroody Sr. ne voulait pas que les productions du *think tank* qu'il dirigeait, pussent paraître partisans ou influencer le vote des parlementaires. Il allait mettre d'ailleurs, dans les années qui suivirent, un terme à la division chargée de l'analyse des propositions de loi et recentrer les activités de son organisation sur des thèmes dont le traitement ne pouvait se concevoir que dans le temps long. Ces décisions ne pouvaient convenir à des jeunes activistes conservateurs comme Weyrich et Feulner, incapables d'admettre qu'un *think tank* comme *AEI* ne soit pas engagé dans les débats politiques du moment.

C'est donc à cette époque, comme le déclara plus tard Feulner, que "*Paul et moi décidâmes que les conservateurs avaient besoin d'un institut de recherche indépendant, destiné à influencer les débats politiques en cours au Congrès, avant que des décisions ne soient prises*²⁶." L'idée en était d'ailleurs venue à Weyrich, en 1968, quand James Lucier, assistant du Sénateur Républicain de Caroline du Sud, Strom Thurmond, l'avait présenté à Victor Fediay, un analyste à la Librairie du Congrès. Au cours de la discussion, les trois hommes étaient tombés d'accord sur les points suivants : les Sénateurs conservateurs manquaient d'arguments lors des débats sur les questions courantes, faute d'analyses suffisamment informées; il fallait donc créer une firme spécialisée dans la recherche (*research firm*), capable de fournir des études conservatrices, gratuitement dans le cas des parlementaires et contre rémunération pour des entreprises. N'étant pas, néanmoins, parvenu à intéresser des investisseurs potentiels à ce projet, Paul Weyrich avait

Melvin Laird, Secretary of Defense du président Richard Nixon, puis celui d'un membre de la Chambre des Représentants Républicain de l'Illinois, Philip Crane.

²⁴ Lee Edwards, "The Power of Ideas: The Heritage Foundation at 25 Years", Chapter One, *The New York Times Archives*, Copyright, 1998, The New York Times Company.

²⁵ Cité in Lee Edwards.

²⁶ En 1983, Edwin Feulner décrivant au Washington Post, *Heritage Foundation*, le *think tank* conservateur dont il allait être l'un des dirigeants, le faisait dans les termes suivants : "*une version activiste de Brookings*". Comme le précise Lee Edwards, l'analyse faite par Weyrich et Feulner sur le besoin d'un *think tank* proactif, indépendant du Congrès ou d'un Parti politique avait d'ailleurs été faite à la même époque, et sans concertation, par Patrick J. Buchanan, qui travaillait alors pour un aide de Nixon, H. R. Haldeman. Dans un document assez long qu'il présenta en Novembre 1972 au président Nixon, Buchanan expliqua que la façon d'assurer une majorité républicaine durable, serait de créer un institut qui, en tant que dépositaire des valeurs fondamentales du Républicanisme conservateur aurait trois rôles fondamentaux : "*une banque de talents*" à la disposition des élus Républicains, "*un refuge qui assurerait des revenus défiscalisés*" à ceux qui perdraient leur poste et "*un centre de communications*" pour des intellectuels Républicains dispersés sur le territoire américain, *ibid.*

demandé de l'aide, au début de l'année 1969, à son ami et mentor J. Frederic (Fritz) Rench, un homme d'affaires et un activiste conservateur du Wisconsin. Ce dernier, étonné de voir qu'un projet dont la réussite reposait en grande partie sur sa capacité à gagner l'appui financier d'entrepreneurs, ne comportait ni "*business plan*", ni budget, avait alors décidé de coucher lui-même ces éléments sur le papier, donnant ainsi à l'ensemble intitulé "*Analysis and Research Association (ARA)*", la crédibilité managériale qui lui manquait. Malgré cette contribution stratégique, la liaison avec le monde des affaires avait été, en grande partie, le fruit du hasard.

Un matin de l'année 1970, privé de son secrétariat pour cause de maladie, le bureau du Sénateur Allott avait reçu un courrier remis alors par un stagiaire entre les mains de Paul Weyrich. Envoyé par Jack Wilson qui venait juste d'être engagé comme assistant pour les questions politiques par le brasseur et activiste conservateur du Colorado Joseph (Joe) Coors (cf. supra) ce courrier, également adressé à d'autres hommes politiques éminents, faisait état de la volonté de Coors de réaliser le "*bon investissement*" dans le mouvement conservateur. Parvenant à convaincre Wilson de faire venir Coors à Washington où ils lui avaient organisé un programme de rencontre avec des Sénateurs influents mais aussi avec Lyn Nofziger, assistant du président Nixon chargé des relations avec le Congrès, Weyrich et ses amis lui avaient également expliqué la façon dont les libéraux contrôlaient, selon eux, l'information à Washington tout en assurant qu'eux-mêmes étaient, malgré leur jeune âge, les hommes qui parviendraient à contrer ces mêmes libéraux. Aux objections de Coors qui avait alors évoqué son intention éventuelle d'investir dans une institution comme *AEI*, forte de ses trente ans d'expérience, plutôt que dans *Analysis and Research Association (ARA)* qui n'en avait aucune, Nofziger avait alors contré, insistant sur le côté regrettamment académique, voire poussiéreux des publications d'*AEI*²⁷, ajoutant ensuite qu'elles n'étaient pas utilisables lorsque les parlementaires en avaient besoin et finissaient sur les rayons des bibliothèques. Coors s'était alors rendu à ces arguments, admettant plus tard que plusieurs choses l'avaient convaincu de soutenir financièrement *ARA* : les critiques de Nofziger sur le côté trop universitaire des publications d'*AEI*; le *business plan* de premier ordre du nouveau *think tank*; le rapport confidentiel de l'avocat Démocrate Lewis F. Powell (cf. supra) sur l'attaque d'envergure lancée contre le système de la libre-entreprise et l'appel à réagir que ce dernier avait lancé à la communauté des affaires²⁸.

ARA avait donc débuté ses activités grâce à un appui financier de 250 000 dollars en provenance d'*Adolph Coors Company*. Sous l'impulsion de Lucier, Weyrich, Feulner, Fediay et Roberts, l'association s'était immédiatement lancée dans la recherche et l'analyse des questions de politique courante examinées au Sénat. Mais des problèmes d'organisation au sein de l'équipe et son incapacité à attirer des investisseurs autres que Coors (qui lui-même n'entendait pas rester le seul sponsor d'*ARA*), avaient convaincu Weyrich que son association n'était pas viable. Exposant le problème à Dan Joy, l'un de ses amis conservateurs, ce dernier lui avait signalé l'existence d'une association dormante, la *Robert M. Schuchman Memorial Foundation* (du nom du premier président des *Young Americans for Freedom* (cf. supra), précisant qu'il lui serait facile d'en prendre le contrôle pour la transformer en outil efficace au service des parlementaires conservateurs. Très peu de temps après cette discussion, une *Schuchman Foundation* rénovée avait vu le jour, dont une partie du nouveau conseil de direction était composée de Paul Weyrich, son directeur, assisté par Jack Wilson, Ed Feulner et Joseph Coors. D'autres hommes d'affaires étaient venus assister Coors dans le soutien financier à l'association, parmi lesquels Richard M. Scaife (cf. supra) et William Brady de Milwaukee. Mais très vite, des problèmes

²⁷ Lee Edwards rapport l'anecdote au sens propre, car, selon lui, Nofziger avait, lors de son entretien avec Coors, soufflé sur un rapport d'*AEI* qui dormait dans un coin de sa bibliothèque, soulevant par là même une épaisse couche de poussière, in op. cit.

²⁸ Ibid.

associés aux choix de la nouvelle direction étaient apparus, compromettant l'avenir de *Schuchman Foundation*. De fait, alors que les anciens de Schuchman privilégiaient une approche traditionnelle de l'analyse des politiques publiques grâce à l'organisation de conférences et la publication d'ouvrages, les nouveaux membres du conseil de direction, Weyrich et Feulner en tête, avaient opté pour une approche qui permettrait d'influencer de façon plus rapide et directe le processus législatif. Très vite, ce problème de conception était devenu insurmontable, obligeant les protagonistes à trouver une solution. Ils étaient alors parvenus à se mettre d'accord sur une formule à double détente : d'une part, *Schuchman* allait devenir un Centre spécialisé dans l'étude des problèmes de droit public et Feulner en serait le président; de l'autre, une nouvelle fondation consacrée à l'intervention directe sur les politiques publiques serait créée, à laquelle Weyrich allait donner le nom de *Heritage Foundation*.

L'option devait, toutefois, précipiter la dissociation complète des deux entités. La séparation fut consommée en 1973, époque à laquelle Weyrich, Wilson et Feulner donnèrent leur démission des instances de *Schuchman*. *Heritage*, qui avait obtenu son statut d'organisation incorporée dans le District de Columbia, puis son statut d'exemption fiscale en février et novembre de la même année, put alors démarrer ses activités. Le scandale du Watergate eut toutefois un impact sur le nouveau *think tank* conservateur. Avant même que le président Nixon ne démissionne en août 1974 pour éviter l'"*impeachment*", Paul Weyrich quitta la présidence d'*Heritage*. Convaincu que les élections à venir allaient être un désastre pour les Républicains, il décida de revenir à l'activisme politique direct, en créant le "*Committee for the Survival of a free Congress*". Jerry P. James, un vieux routier du Sénat dans des fonctions d'analyste et de rédaction de discours officiels pour le compte de parlementaires républicains, prit sa suite. Mais, mal à l'aise dans cette nouvelle fonction, il abandonna sa place, en juin 1975, à Frank J. Walton, un homme d'affaires Californien qui avait rejoint l'équipe du gouverneur Reagan en tant que *Secretary of Business and Transportation*. Le choix de Walton donna des arguments de poids à *Heritage*. De fait, ses anciennes fonctions officielles aux côtés de Reagan, lui permirent d'avoir facilement accès aux parlementaires pour leur faire connaître *Heritage*; également, ses précédents succès dans les affaires, l'aidèrent à obtenir le soutien financier des fondations et des entreprises; enfin, grâce aux éléments susmentionnés et avec l'introduction de la récolte directe de fonds par courrier ("*direct-mail fundraising*"), Frank Walton parvint à doubler les revenus d'*Heritage*. Deux ans après avoir officié en tant que directeur de *Heritage*, Walton annonça qu'il désirait retourner en Californie. Edwin Feulner, qui entre-temps avait pris la direction du groupe Républicain d'étude de la Chambre des Représentants (*House Republican Study Group*), se laissa alors convaincre de prendre la direction du *think tank*.

A l'instar des Baroodys pour *AEI*, Feulner s'avéra posséder un réel talent pour la promotion d'*Heritage*. Il parvint ainsi très vite à doter le *think tank* d'un budget correspondant à ses ambitions, qui, en 1983, atteignit 10 millions de dollars. Ce résultat financier fut, entre autres, redevable à une capacité de diversification des sources d'investissement, puisque, aux côtés des grandes fondations conservatrices comme *Smith Richardson* et *Olin* à laquelle se joignit la "*Samuel Robert Noble Foundation*" (du milliardaire du pétrole Edward Noble), vinrent s'ajouter des entreprises et banques du haut du classement Fortune 500, comme *General Motors*, *Chase Manhattan*, *Pfizer*, *Mobil* et *Sears*. Au milieu des années 1980, *Heritage* pouvait ainsi faire état d'un réseau de donateurs dont ses instances chiffraient le nombre à 200 000, un résultat qui contribua à lui assurer une crédibilité et une légitimité auprès des dirigeants politiques. Marquant les esprits, le chiffre parvint, dans le même temps, à dissimuler le fait que la plus importante partie des ressources financières du *think tank* ne provenait que d'un petit nombre de très gros contributeurs (Richard Mellon Scaife, Joe Coors, etc.). Et ces derniers n'hésitaient pas à déboursier, sur le champ, lorsque les circonstances l'exigeaient, les fonds nécessaires au

financement d'opérations stratégiques pour la cause conservatrice, à l'instar de ce que Scaife et Coors avaient fait lors de la création d'*Heritage Foundation*.

Ce faisant, **l'assurance de pouvoir compter sur l'appui financier de riches personnalités dans le temps long fut un atout réel dans la mise en œuvre et la continuité des projets du *think tank***. Feulner donna aussi à *Heritage* un style politique qui constitua sa marque distinctive en comparaison avec les autres *think tanks*. Par l'intermédiaire d'un mode bien spécifique de recrutement de ses personnels qui privilégiait les doctorants, les aspirants journalistes et les publicitaires, *Heritage* mit au point des formats de publications (les fameux "*backgrounders*") destinées à être rapidement lues et donc immédiatement utilisables par les parlementaires, pour les débats sur les questions de politique courante et les affaires étrangères. De la taille d'un article (de 8 à 14 pages), selon les consignes données par Feulner, afin de capter plus facilement l'attention des journalistes et de pouvoir rentrer dans l'attaché-case des élus et des hommes d'affaires ("*briefcase test*"), ces mémos furent adressés par la poste (plus tard faxés ou envoyés par courrier électronique), à raison de deux à trois éditions par semaine, à ces différents publics. A la différence des documents politiques d'*AEI*, plus neutres pour les raisons susmentionnées, ceux d'*Heritage* adoptèrent ouvertement un biais conservateur et proposèrent des pistes d'action conformes à ce registre. Dans le même temps, l'organisation et le management des opérations du *think tank* étaient conduits dans une philosophie délibérément entrepreneuriale (facilitant ainsi la communication avec les donateurs), l'objectif étant l'efficacité au service des résultats. Ed Feulner l'expliqua de la façon suivante : "***Nous voyons la 'production', c'est-à-dire la conduite des recherches, l'analyse des données et la publication des résultats – comme une partie seulement du processus. L'autre partie fondamentale est contenue dans le marketing – c'est-à-dire la façon dont nous présentons nos résultats, mais aussi notre réseau de distribution et toutes les autres activités conçues pour générer du soutien à nos idées***".²⁹

Le résultat de ces initiatives fut qu'en très peu de temps, *Heritage* parvint à se faire un nom à Washington, à défaut d'influencer encore la teneur des débats sur l'économie et le monde des affaires.

En effet, au cours de la décennie des années 1970, d'autres organisations conservatrices occupaient déjà le devant de la scène politique, parmi elles le "*Committee on the Present Danger (bis)*"³⁰ de Paul Nitze, célèbre pour ses attaques contre la politique étrangère et de défense du président Carter avec l'URSS. Néanmoins, *Heritage*, se concentrant tout d'abord sur l'échelon législatif, put très rapidement gagner l'attention des cercles du pouvoir et se démarquer des *think tanks* traditionnels. Plusieurs types d'initiatives qui se révélèrent "*stratégiques*" y contribuèrent : tout d'abord, les experts d'*Heritage* compensèrent un moindre niveau de qualification académique, par un accès direct aux parlementaires conservateurs et à leurs assistants, de par les liens étroits qu'ils entretenaient avec ces derniers; ensuite, ces mêmes experts, issus principalement du monde politique et du journalisme, furent capables de fournir aux membres du Congrès des études dont le contenu, contrairement aux analyses universitaires "types", répondait à leurs besoins politiques immédiats, dans un format facilement utilisable pour préparer leurs débats; enfin, la création, en 1978, d'une "*Resource Bank*", référençant dans un annuaire, le nom et les coordonnées de plus d'un millier de chercheurs "conservateurs", mit à la disposition des activistes politiques du pays, une expertise académique mobilisable à tout moment, dans les débats publics et les médias, en appui aux contenus des "*backgrounders*".

²⁹ John Hood, "Send in the Tanks", *National Review*, volume 47, n°23, December 11, 1995, p. 80.

³⁰ Cf. B. Sionneau, « Réseaux conservateurs et nouvelle doctrine américaine de sécurité », *Annuaire Français de Relations Internationales* (AFRI), Volume IV, 2003 pp. 499-501, <http://www.afri-ct.org/article/reseaux-conservateurs-et-nouvelle/>

L'étape suivante fut ainsi, dans la stratégie globale d'*Heritage*, la conquête de l'Exécutif. Sur la base d'une notoriété, conquise en peu de temps au Congrès, *Heritage* investit la Maison Blanche par l'intermédiaire de Ronald Reagan. De fait, l'accès rapide des membres du *think tank* au "*conseil du prince*" se fit par l'intermédiaire de deux éléments: dès son élection en 1980, le nouveau président fit entrer onze membres de *Heritage* dans son équipe de transition; puis, Edwin Meese (un ami de Joseph Coors) qui était le responsable de la campagne présidentielle et avait soutenu *Heritage* dès sa création, suggéra à Reagan, dans sa nouvelle fonction de proche conseiller du président (comme membre du *National Security Council*), de suivre les recommandations politiques faites dans un document publié par le *think tank*. Le président accepta d'autant plus facilement que Joe Coors lui conseilla d'en faire autant, et il exigea de ses ministres, lors de la première réunion du cabinet, qu'ils le lisent. C'est ainsi que "*Mandate for Leadership*" (le titre de ce volumineux document de plusieurs milliers de pages) fut présenté par les instances de *Heritage* comme la "*carte routière*", voire même "*la bible de l'administration Reagan*" une situation qui allait se prolonger lors du mandat présidentiel suivant. Financé principalement sur des fonds donnés à cet effet par Robert Perry, un important promoteur immobilier de Houston et soutien du parti Républicain, *Mandate for Leadership*, qui établissait *Heritage Foundation* comme le "réservoir intellectuels" des politiques publiques conservatrices, fut en effet reconduite dans une deuxième version, lors de la réélection à la présidence de Ronald Reagan. En 1984, *Mandate for Leadership II* était distribuée à tout ceux qui, des parlementaires, de leurs assistants, des personnalités clés de l'Exécutif, de l'administration et des médias, comptaient dans le monde de la conception des politiques publiques.

Paul Weyrich et Edwin Feulner avaient réussi leur pari : faire de *Heritage Foundation*, à l'inverse des *think tanks* traditionnels, une plateforme organisationnelle et activiste, capable de mettre en forme l'idéologie conservatrice au service de toutes les questions du débat politique appelées à se transformer en décisions. En prise directe avec tous les combats politiques (au milieu même de tous ces combats), et prête à fournir toutes les réponses aux questions et besoins des acteurs du terrain, *Heritage* rompait ainsi avec les exigences de distanciation requise par la démarche scientifique. Il ne s'agissait pas de savoir si les idées conservatrices et les politiques publiques afférentes étaient objectivement recevables. Il s'agissait seulement de permettre à des idées, présentées comme "*vraies*", de se transformer en politiques publiques dont les bases et le bien-fondé n'avaient pas vocation à être discutés.

The Hoover Institution on War, Revolution and Peace

Ce *think-tank*, situé sur le domaine de l'Université Stanford en Californie, vit le jour en 1919, sous le nom de *Hoover War Library*, à la suite d'une donation de 50 000 dollars faite par Herbert C. Hoover. Celui qui, en 1929, allait devenir le 31^{ème} président des Etats-Unis pour un seul mandat (il n'avait pas vu arriver la crise) après une carrière publique bien remplie³¹, était un ancien étudiant de Stanford.

³¹ A l'entrée en guerre des Etats-Unis en 1917, Herbert Hoover, dont l'engagement humanitaire avait marqué les esprits, se vit attribuer, par le président Woodrow Wilson, la direction de la toute nouvelle "U.S. Food Administration". En 1918, avec la fin des hostilités, il revint en Europe comme directeur général de l'"American Relief Administration". Puis en 1921, Le président des Etats-Unis Warren Harding le nomma à la tête du Ministère du Commerce, un poste qu'il devait conserver sous la présidence de Calvin Coolidge avant de devenir lui-même le 31^{ème} président des Etats-Unis, in John Raisian, "About Herbert Hoover and the Hoover Institution", Hoover Institution, <http://www.hoover.org/about/2927671.html>.

Après y avoir obtenu un diplôme de "*mining engineer*", et avant d'accéder à la présidence, Hoover fit une carrière internationale d'ingénieur spécialisé dans les industries extractives. Pendant ces années, il maintint néanmoins des liens étroits comme administrateur avec son ancienne "alma mater", plus particulièrement avec le professeur Ephraim D. Adams. Bibliophile passionné, il aida ainsi ce responsable du département d'histoire à acquérir des documents d'archives en provenance du "*British Public Records Office*". Il finança également, pour le compte de Payson Treat, un autre historien de Stanford, l'achat de livres rares sur la Chine et l'extrême Orient³².

Cette passion de Herbert Hoover pour les livres et la lecture, tout comme le déclenchement, en 1914, de la grande guerre en Europe, furent à l'origine de la création d'une *Hoover War Library*.

Hoover, qui à l'époque travaillait à Londres, décida tout d'abord de s'impliquer dans l'assistance à ses compatriotes Américains désireux de fuir les zones de conflit du vieux continent. Il fut ensuite à l'origine de la création d'une association privée ("*Commission for Relief in Belgium*") chargée d'aider la population civile belge menacée de famine par l'occupation allemande et le blocus naval allié. Au cours de ses heures de liberté, Hoover découvrit un ouvrage qui allait le marquer. C'était une biographie écrite par Andrew D. White, un historien et un diplomate, président fondateur de l'Université Cornell. Dans celle-ci, l'auteur déplorait, entre autres, l'absence d'efforts déployés aux Etats-Unis pour sauvegarder de façon systématique des archives contemporaines qu'il jugeait indispensables pour interpréter, plus tard, les événements³³. Il racontait, en outre, comment ses efforts pour rassembler une collection de documents sur la révolution française, lui avait permis d'en faire apparaître l'une des reconstitutions les plus fidèles. L'exemple devait fortement marquer Hoover. Basé en Europe, ce dernier décida alors de rassembler toutes les archives qu'il pouvait se procurer sur la grande guerre et ses suites, agissant ainsi en précurseur dans ce domaine (les archives nationales ne furent créées qu'en 1934)³⁴. D'abord entreposées en 1919 à Stanford comme "*Hoover War Collection*" après un don de 50.000 dollars fait par lui à l'université, l'ensemble des documents fut confié, en 1922, à la "*Hoover War Library*" dans des locaux intégrés à la bibliothèque universitaire, mais administrativement indépendants. En 1926, la "*Hoover War Library*", grâce aux efforts d'historiens associés par Hoover à son entreprise d'archivage (Ephraim .D Adams, Robert C. Binkley, Ralph H. Lutz, Frank A. Golder), avait acquis la réputation de posséder le fonds documentaire le plus important consacré à la première guerre mondiale et progressivement, à partir de 1933, ce fonds s'enrichit de nouvelles collections consacrées à l'Europe de l'Ouest et de l'Est, aux mouvements fascistes, communistes et nationalistes à l'origine de la seconde guerre mondiale, à l'Asie Orientale, l'Afrique, l'Amérique latine, au Moyen-Orient, à la guerre froide et aux relations Est-Ouest. A partir de 1938, les problèmes liés la recherche de la paix dans un environnement marqué les mouvements idéologiques nés de la guerre comme le fascisme et le communisme, motivèrent les administrateurs à transformer le nom de la bibliothèque en "*Hoover Library on War, Revolution and Peace*". Ajoutant un volet recherche à ses activités en 1946, ils décidèrent ensuite d'en transformer le libellé en "*Hoover Institute and Library on War, Revolution and Peace*". Une campagne majeure de financement, lancée dans les années 1950 aboutit, en 1957, à une dernière évolution de l'intitulé, alors décliné en "*Hoover Institution on War, Revolution and Peace*".

³² "About the Library and Archives", Hoover Institution, <http://www.hoover.org/hila/about> .

³³ Edith R. Mirrieles, *Stanford, The Story of a University*, Putnam, New York, 1959, p. 3.

³⁴ "About the Library and Archives", op. cit.

Juste avant sa mort en 1964, Herbert Hoover assigna à l'institution une mission bien précise: en utiliser les archives et le fonds documentaire pour, sur la base de l'expérience associée, éviter de nouvelles guerres; rendre visible les efforts entrepris pour sauvegarder la paix, et préserver les fondements et garanties du mode de vie américain³⁵. Dans les années qui suivirent, trois objectifs complémentaires furent définis pour y parvenir : "*rassembler les sources scientifiques indispensables à la compréhension des causes et conséquences des changements économiques, politiques et sociaux tant aux Etats-Unis qu'à l'extérieur du territoire; analyser les effets des décisions gouvernementales et leur traduction en politiques publiques; générer et disséminer des idées pour concevoir des politiques positives en s'appuyant sur deux éléments : des arguments et modes de raisonnement rigoureux; des percées conceptuelles qui peuvent se transformer en politiques concrètes au service de la société*"³⁶". Une philosophie sous-tendait l'ensemble : elle mettait l'accent sur l'importance de la "*liberté (politique, économique, individuelle)*" comme condition indispensable à la poursuite d'objectifs tels que "*la prospérité et la sécurité pacifique*"; elle professait également un certain "*scepticisme par rapport à l'expansion continue du rôle de l'Etat dans la vie de la société*"³⁷". Trois principaux programmes de recherche furent créés pour porter ces objectifs et idées : "*Democracy and Free Markets*" (étude de l'économie politique américaine); "*American Institutions and Economic Performance*" (étude de l'économie politique internationale); "*International Rivalries and Global Cooperation*" (étude des relations politiques et économiques internationales).

D'abord localisé dans la bibliothèque de l'université Stanford, tout en y conservant son indépendance administrative, l'extension du fonds documentaire consacré à "*la guerre, la révolution et la paix*", rendit nécessaire la construction d'un édifice qui lui serait entièrement réservé. Ce fut fait en 1941, avec l'édification de la "*Hoover Tower*", inaugurée en juin de la même année, lors du cinquantenaire de la création de Stanford. Avant même le transfert des archives dans leur nouveau local, leur gestion avait été préparée. Supervisée par un Conseil d'Administration dont le premier président fut l'historien E.D Adams, elle bénéficia des conseils informels de ses "membres de droit" (Herbert Hoover, Ray Lyman Wilbur, président de l'Université Stanford ainsi que le responsable de la bibliothèque de l'université). Une dizaine de directions spécialisées eurent en outre, la responsabilité d'alimenter et de faire vivre, chacune, une collection particulière³⁸. Si jusqu'alors, l'activité principale de la *Hoover Institution* avait consisté à acquérir des documents, produire des bibliographies et publier des anthologies, son rôle se transforma dans les années 1950. A partir de cette époque, en effet, la combinaison de guerre froide et de "chasse aux sorcières" sur le territoire américain motiva Herbert Hoover à demander un recentrage des travaux de *Hoover*. Leur finalité première serait désormais de "*démontrer les aspects profondément négatifs des enseignements de Karl Marx...et de réaffirmer la validité du système américain*"³⁹."

En 1959, la *Hoover Institution* devint une institution indépendante sur le campus de l'Université Stanford. Son fonctionnement, qui échappait ainsi aux procédures de gouvernance universitaire en vigueur, permit par la même occasion à ses chercheurs de profiter du prestige de Stanford, sans devoir enseigner ou produire dans le cadre des critères traditionnels de la recherche académique⁴⁰. La nouvelle entité ne devait de comptes qu'au

³⁵ John Raisian, op. cit.

³⁶ Ibid.

³⁷ Ibid.

³⁸ Edith R. Mirrielees, op.cit., p. 209.

³⁹ James A. Smith, *The Idea Brokers*, The Free Press, New York 1991, p. 186, cité in Lawrence C. Soley, *Leasing the Ivory Tower: The Corporate Takeover of Academia*, South End, Boston, 1995, p. 109.

⁴⁰ Ibid.

Conseil de supervision (*Board's Overseers*) et à la présidence de Stanford, et non aux représentants du corps professoral de l'Université (*The Faculty Senate*). Herbert Hoover choisit personnellement, en 1960, celui qui allait présider, pendant vingt-neuf années, aux nouvelles activités de l'institution. Il s'agissait de W. Glenn Campbell, un conservateur qui avait travaillé pendant six années pour le think tank *American Enterprise Institute* (cf. supra) et possédait un réel savoir-faire en matière de collecte de fonds. Décidé à faire de la *Hoover Institution* une voix importante au service de la cause conservatrice, il joua un rôle déterminant dans deux domaines⁴¹ : l'évolution de l'organisation vers une recherche dotée de moyens financiers conséquents; l'établissement de liens étroits avec Ronald Reagan en tant que gouverneur de Californie (1967-1975) puis président des Etats-Unis (1980-1988) – liens illustrés par la nomination de ce dernier comme "*Honorary Fellow*" de *Hoover* et l'appartenance de nombreux membres de ses administrations (Richard Allen, Edwin Meese, Martin Anderson, Peter Robinson et James Miller) au *think tank*.

Avec Campbell, la *Hoover Institution* parvint à attirer des grands noms de la politique et de la recherche ouvertement affiliés à la cause conservatrice. Créant des postes sur mesure pour ceux d'entre eux à la retraite et des "postes-passerelles" entre l'université et le think-tank qui permettaient à des enseignants de compléter de façon attractive leurs revenus, il put s'attacher progressivement les contributions de l'économiste Milton Friedman, du physicien à l'origine de la bombe à hydrogène, Edward Teller, ou du spécialiste des questions soviétiques, Robert Conquest. Mais Campbell entretint des relations difficiles avec les instances académiques de Stanford. Son choix d'aligner les orientations de la *Hoover Institution* avec celle de l'administration Reagan, valut au think tank d'être qualifié d'"*organisation de droite*" par une partie des membres du corps professoral de Stanford. Le commentaire incita Campbell à les traiter, en retour, de "*Huns*" et de "*gauchistes*". Comme l'expliqua son successeur, John Raisian, "*Glenn cherchait la bagarre avec le corps enseignant de Stanford. Il combattait le communisme soviétique et le communisme sur le campus. C'était la façon qu'il avait de trouver des sources de financement pour l'institution*"⁴². Le résultat fut à la hauteur de ses ambitions, puisque *Hoover Institution* parvint à s'assurer le soutien, à long terme, des plus importantes fondations conservatrices qui allaient compter parmi ses principaux donateurs (John M. Olin, Charles J. Koch, Lynde and Harry Bradley, Scaife, Smith Richardson, etc.).

Si, toutefois, les idées politiques de W. Glen Campbell et sa vision d'une économie de marché dégagée de l'emprise du gouvernement lui attirèrent les faveurs du gouverneur Reagan qui le fit nommer au Conseil de Régence de l'Université de Californie en 1968, son soutien à la répression des manifestations étudiantes organisées par Reagan en 1969 contre la guerre du Viêt Nam et ses prises de position publiques ouvertement conservatrices, attirèrent durablement sur sa personne, et par réverbération, sur *Hoover Institution*, les foudres d'une partie significative des enseignants et étudiants de gauche⁴³. L'intégration d'une quarantaine des chercheurs du *think tank* californien, dans les rangs de la première administration Reagan, ne fut pas de nature à apaiser les esprits⁴⁴. Pas plus, en tout cas, que les nombreux liens croisés

⁴¹ John Shaw, "Hoover Institution on War, Revolution and Peace Generates Ideas, Many Distinctly Conservative", *The Washington Diplomat*, 20 March 2005.

⁴² Andrea M. Hamilton, "Hoover director, faculty members spar on political diversity of institution's scholars", *Stanford Report*, March 12, 2003.

⁴³ Lisa Trei, "Glenn Campbell, former Hoover director, dead at 77", *Stanford Report*, November 28, 2001. Pour un aperçu de la façon dont les conservateurs, sous Reagan, jugeaient ce qu'ils considéraient être une "dérive marxiste" d'une partie du corps professoral de Stanford et de ses étudiants, cf. Arnold Beichman, "Will the Hoover Depression Hit Stanford?", *National Review*, volume 36, February 10, 1984.

⁴⁴ Keun Lee, "Archiving the Chief: Presidential Libraries Lost", *The Stanford Review*, volume XXV, Issue n°6, January 25, 2001.

que *Hoover* tissa, au cours des années, avec d'autres *think tanks* conservateurs de poids comme *Heritage Foundation* ou *American Enterprise Institute*, par l'intermédiaire de leurs membres respectifs.

Cato Institute

Ce *think tank* libertarien, dont le nom emprunte au "nom de plume" adopté par John Tranchard et Thomas Gordon, deux essayistes anglais du 18^{ème} siècle⁴⁵, ouvrit ses portes le 3 janvier 1977⁴⁶. A sa création, trois personnes en constituaient le personnel, installé dans des bureaux temporaires occupant une ancienne boutique de Kearney Street, quartier de l'embarcadero à San Francisco.

Le concepteur de *Cato*, Edward Harrison Crane, un ancien étudiant de Berkeley puis de la "*University of Southern California*" (USC), avait participé à la convention fondatrice du Parti Libertarien (*Libertarian Party*), organisée en 1972 à l'hôtel Radisson de Denver. Se présentant comme "*un libertarien dans les gènes*"⁴⁷, il cherchait le moyen de promouvoir la traduction politique des trois grands principes de "*liberté personnelle*", de "*libre-marché*" et de "*gouvernement limité*" qui, dans ce qu'il attribuait à l'héritage des pères fondateurs de la nation américaine en particulier Thomas Jefferson), représentaient les droits acquis par tous les êtres humains dès leur naissance⁴⁸. Devenu responsable du Parti Libertarien de Californie du Sud en 1972 et président national en 1974, Edward H. Crane allait être chargé de gérer la campagne d'un autre "Edward" "Ed Clark", lorsque ce dernier se présenta à l'élection présidentielle de 1980 comme le candidat officiel du parti Libertarien.

Les principes historiques qui avaient présidé à la création de *Cato* incitèrent ses fondateurs à appliquer, à l'arène politique, une grille de lecture bien particulière. Comme l'expliqua Edward H. Crane, "*Au Cato Institute, nous préférons discuter de la bataille politique, c'est-à-dire de l'affrontement qui oppose l'individu à l'Etat, en termes de confrontation entre la société civile et la société politique, plutôt que d'évoquer une quelconque opposition entre la démarche libérale, conservatrice ou même libertarienne. Dans une société civile, chacun fait ses propres choix sur la vie qu'il entend mener – que ce soit dans le domaine des dépenses personnelles ou des écoles fréquentées par les enfants, etc. Dans une société politique qui, par essence est fondée sur la coercition, c'est quelqu'un d'autre - un politicien ou un bureaucrate - qui fait ces choix. Ce faisant, l'objectif, nous semble-t-il, devrait être de minimiser le rôle de la société politique de façon à pouvoir protéger nos libertés individuelles*"⁴⁹.

Dans ce registre, le parti libertarien avait ainsi l'ambition de réunir tous ceux dont les idées les plaçaient, selon les thèmes abordés, aux extrêmes de l'éventail politique américain. Car les

⁴⁵ John Tranchard et Thomas Gordon écrivirent ensemble la série des *Cato's Letters* (du nom de Caton le Jeune) dans lesquelles ils défendaient une série de principes qui - selon les fondateurs du think tank libertarien dont le nom (*Cato Institute*) reprenait le titre de leurs essais - avaient jeté les fondements philosophiques de la révolution américaine, à savoir : la défense de la liberté d'expression, la dénonciation de la corruption politique et des monopoles légaux, l'opposition aux guerres d'agression.

⁴⁶ L'origine du nom "*Cato*" serait attribuable à Murray Rothbard, l'une des figures du mouvement libertarien qui en aurait eu l'idée au cours d'une conversation au bar du *Waldorf-Astoria* de Manhattan, in Richard Morin, "Free Radical; Libertarian – and Contrarian – Ed Crane has run the Cato Institute for 25 years. His way", *Washington Post*, May 9, 2002.

⁴⁷ Richard Morin, "Free Radical; Libertarian – and Contrarian – Ed Crane has run the Cato Institute for 25 years. His way", *Washington Post*, May 9, 2002.

⁴⁸ "About Cato", <http://www.cato.org/about/about.html> .

⁴⁹ Edward H. Crane, in David Boatz, ed., *Toward Liberty - The idea that is changing the world: 25 Years of Public Policy from the Cato Institute*, Published by Cato Institute, Washington D.C., 2002, p. 457.

libertariens pouvaient s'inscrire à l'extrême gauche lorsqu'ils défendaient, de façon inconditionnelle, la liberté individuelle dans les domaines de la morale (sur le comportement et les choix sexuels ou la consommation de drogue), de l'expression des idées et du droit des personnes. Mais leurs idées sur la défense tout aussi inconditionnelle de la propriété privée, du libre marché et de l'Etat minimal dont il s'agissait de limiter les dépenses sociales et militaires, les associait aussi bien aux forces de la droite républicaine radicale. Ce grand-écart entre les extrêmes avait tendance à rassembler dans les rangs du nouveau parti des bataillons d'"originaux" particulièrement difficiles à gérer. Pour illustrer le problème, Ed Crane citait la fois où des libertariens de New York avaient particulièrement applaudi l'irruption d'une femme nue galopant à cheval dans leur manifestation organisée contre les impôts. "*Je passais ma vie à repousser les lunatiques*" témoigna-t-il "*et le parti libertarien avait vraiment du mal à se construire dans le monde réel*⁵⁰."

A la même époque, et alors qu'il s'efforçait de construire cette formation politique, Crane fit le constat suivant : les limites sur les contributions de campagne électorales imposées suite au Watergate étaient un véritable obstacle à la naissance d'un troisième parti susceptible de tenir tête aux deux grands partis traditionnels. Ayant installé le siège du parti libertarien à Washington, il avait d'ailleurs été très impressionné par l'influence politique que pouvaient y avoir de grands *think tanks* comme *Brookings Institution* ou *American Enterprise Institute*. Il sollicita donc, dans le but de mettre sur pied un *think tank* libertarien considéré par lui comme une alternative politique plus efficace que la création d'un parti, le soutien financier de la famille Koch particulièrement (cf. supra) impliquée dans la cause libertarienne. David Koch allait en effet être choisi comme candidat à la vice-présidence sur la plate-forme libertarienne emmenée en 1980 par Ed Clark, dans une campagne largement financée par Charles Koch.

C'est ainsi qu'en 1976, grâce à une donation de Charles Koch d'un montant de 500 000 dollars, le "*Cato Institute*", *think tank* libertarien, prit ses premières marques et débuta ses travaux un an plus tard. Toutefois, malgré la passion que son premier directeur, Edward H. Crane, vouait à sa Californie natale, celui-ci réalisa très vite que l'installation de *Cato* à San Francisco était une erreur. Comme il le précisa plus tard, "*dans l'esprit du grand public, la ville était intimement associée à tout ce qui ne tournait pas rond à la fin des années 1960*⁵¹". La décision de déménager à Washington fut très rapidement prise, malgré l'opposition de certains soutiens éminents. Milton Friedman déclara ainsi, à l'époque : "*Washington est une cité qui porte le mal. Quiconque s'y installe tend à succomber à la corruption. Cato court à sa perte en s'installant à Washington.*" Un seul membre du personnel initial, David Boatz, décida en 1982 de suivre l'installation du *think tank* dans la capitale fédérale (*Watterston House* sur *Capitol Hill*). Pendant les dix années qui suivirent, l'encadrement du *Cato Institute* s'efforça d'attirer des chercheurs dont les qualifications académiques et les choix libertariens seraient autant d'atouts pour valider la portée de ses thèses. La venue, en 1985, de William Niskanen, alors président du "*Council of Economic Advisors*" de l'administration Reagan, participa de cette ambition. Ce recrutement prestigieux, puis la construction et l'ouverture ultérieure en 1993, d'un quartier général de six étages (et d'un coût de 14 millions de dollars) situé au n°1000, Massachusetts Avenue, étaient destinés à convaincre le "Washington officiel" que *Cato* entendait s'installer dans la durée en tant qu'organisation intellectuelle sérieuse, le tout sur des bases financières solides.

⁵⁰ Richard Morin, "Free Radical; Libertarian – and Contrarian – Ed Crane has run the Cato Institute for 25 years. His way", *Washington Post*, May 9, 2002.

⁵¹ In Richard Morin, op. cit.

Parmi les causes majeures que *Cato* défendit depuis sa création, il convient de citer "*la privatisation du système américain de sécurité sociale*". Proposée en 1979 par Carolyn Weaver, dans un article du premier numéro de *Policy Report*, une revue éditée par le *think tank*, l'idée était reprise un an plus tard dans un ouvrage de Peter Ferrara intitulé "*Social Security: The inherent contradiction*" et depuis, les chercheurs de *Cato* n'ont cessé d'enfourcher ce cheval de bataille. A ce thème, vinrent s'en ajouter d'autres comme la privatisation du système de santé ou celui de l'éducation, la simplification du système fiscal et la réduction drastique des impôts, la libéralisation du commerce et la suppression des barrières tarifaires, le concept de défense nationale fondé sur l'indépendance stratégique, une technologie sophistiquée, la non intervention et une présence américaine réduite à l'extérieur⁵².

Pour diffuser les idées de ses chercheurs aussi largement que possible sur tous ses thèmes de prédilection, *Cato Institute* se dota très vite de nombreux supports : des conférences annuelles organisées aussi bien aux Etats-Unis que dans le monde et la publication triennale d'articles associés dans le *Cato Journal*; des forums politiques et des présentations d'ouvrages complétèrent le dispositif, ainsi qu'une revue de recherche (*Regulation*) et une lettre d'information bimensuelle (*Cato Policy Report*); l'ensemble de ces manifestations et publications trouva ensuite un débouché supplémentaire vers le grand public par l'intermédiaire du site internet de *Cato* puis de courriers électroniques (*Cato's Daily Dispatch* et *Cato's Daily Commentary*). Mais le monde politique ne fut pas oublié. A la suite des élections de Novembre 1994, *Cato Institute* fit réaliser, à l'intention de chaque membre du Congrès le "***Cato Handbook***", un ouvrage de 358 pages suggérant des réformes politiques et des propositions dans chaque domaine des politiques publiques sur lesquelles il entendait peser : la réduction du budget et des impôts, la privatisation de la sécurité sociale, la réforme de l'éducation, de l'environnement, celle également de la politique étrangère et de la défense.

Cato recommandait ainsi, dans son *Handbook for Congress* de 1995, la fermeture de huit ministères, la restructuration de six autres, dont celui des Affaires étrangères, dans les termes suivants : "*Dans un monde de communications instantanées, nous n'avons plus besoin de maintenir un réseau global d'ambassades, en particulier dans les paniers percés du Tiers-Monde*"⁵³. Etaient également conseillés le retrait des Etats-Unis de l'OTAN, du FMI, et de la Banque Mondiale⁵⁴, la privatisation de la poste et de l'enseignement et le remplacement des impôts par une taxe sur la consommation. Si la nomination, en 2001, de plusieurs membres de *Cato* à la commission chargée par le président George W. Bush, de travailler sur la réforme de la sécurité sociale, vint couronner des décennies d'effort du *think tank* pour influencer le débat public dans le sens de ses idées (la privatisation du système⁵⁵), de nombreux pamphlets et études commis par les responsables et chercheurs de *Cato* perturbèrent, voire irritèrent ouvertement les milieux conservateurs américains. *Cato* n'hésita pas ainsi à critiquer sévèrement la décision de l'administration conservatrice de George W. Bush d'entrer en guerre contre l'Irak en 2003, comme le *think tank* avait pu le faire auparavant avec son père, le président George H. W. Bush lors de la guerre du Golfe en 1991. Les chercheurs et journalistes de *Cato* (Robert Levy et Timothy Lynch, Gene Healy, Jim Harper et Jeff Jonas) s'en prirent également à ce qu'ils considéraient être un bilan désastreux de l'administration de George W. Bush dans le domaine

⁵² Ellen Sorokin, "Cato marks silver anniversary; Libertarian ideas shape 25 years of public policy", *The Washington Times*, May 8, 2002.

⁵³ Serge Halimi, "Les boîtes à idées de la revanche sociale", *Manière de Voir* n°31, Août 1996, p. 48.

⁵⁴ Cf. Doug Bandow, Ian Vasquez, editors, *Perpetuating Poverty: The World Bank, The IMF and the Developing World*, 1994.

⁵⁵ Une idée développée depuis 1980, notamment avec la publication par *Cato* de l'ouvrage de Peter Ferrara intitulé *Social Security; the Inherent Contradiction*.

des libertés civiles, à savoir : la militarisation de l'application des lois domestiques et la multiplication des cas de saisine des tribunaux militaires, la guerre contre la drogue, le *PATRIOT act*, la surveillance des citoyens ordinaires par les agences fédérales, les vaccinations obligatoires contre des menaces potentielles de terrorisme bactériologique⁵⁶, etc.

Dans le domaine du financement de ses activités, *Cato*, fidèle à ses convictions, refusa, dès le départ, toute idée d'aides publiques. Si les fondations conservatrices, et plus particulièrement la fondation *Koch*, plus proche de sa philosophie libertarienne, constituèrent des soutiens fidèles à sa cause, de même que le furent de grands groupes comme *Coca-Cola*, *Citibank*, *Exxon Mobil*, *Federal Express* et *Philip Morris*, etc. dont le leadership, comme celui du patron de presse Rupert Murdoch, s'opposait à l'idée de régulation publique de leurs activités, *Cato* n'hésita pas, à de nombreuses reprises, à dénoncer publiquement la pratique du "*corporate welfare*" qui consistait, pour des entreprises proches des milieux gouvernementaux, à avoir un accès privilégié à l'argent des contribuables par l'intermédiaire des marchés publics, de subventions diverses ou d'opérations de sauvetage (celle de *Chrysler* en 1980⁵⁷).

The Center for Strategic and International Studies (CSIS)

CSIS se présente comme un *think tank* qui, dès sa création, a eu pour objectif de résoudre les problèmes de sécurité internationale auxquels les Etats-Unis pouvaient être confrontés dans une optique bipartisan⁵⁸ (c'est-à-dire en évitant de privilégier tel ou tel biais politique dans ses analyses). Pour autant, la contribution financière à son existence, de fondations conservatrices (*John M. Olin Foundation*, *Lynde and Harry Bradley Foundation*, *Sarah Scaife Foundation*⁵⁹), qui, comme il a été précisé auparavant, ne donnaient leur argent qu'à des officines portant leurs idées, tout comme sa proximité originelle et ultérieure avec des *think tanks* conservateurs, l'inscrivent, quelque part, dans le réseau de promotion des intérêts conservateurs (Démocrates ou Républicains).

CSIS fut créé en 1962, à partir, et avec l'assistance de l'*American Enterprise Institute*. Trois hommes en furent à l'origine : l'amiral en retraite Arleigh Burke qui avait été le commandant en chef des opérations navales entre 1955 et 1961 et qui fut le premier président de *CSIS*; James E. Horigan, membre du corps professoral de Georgetown qui assura à *CSIS* un lien direct avec l'université jésuite; l'historien David M. Abshire, *adjunct professor (School of Foreign Service)* de Georgetown qui fut le premier directeur exécutif de *CSIS* et devint plus tard *Assistant Secretary of State for Congressional Relations* dans l'administration Nixon avant de revenir prendre en main les destinées de *CSIS*⁶⁰. Deux autres personnes, impliquées dans cette création, et qui plus tard allaient avoir des destins nationaux peuvent être également évoquées : il s'agissait de Richard V. Allen (cf. supra), premier *Senior Staff Analyst and Research* à *CSIS* et de Donald H. Rumsfeld, alors nouvellement élu comme député républicain de l'Illinois⁶¹. *CSIS*

⁵⁶ Source Watch, "Cato Institute", Center for Media & Democracy, Washington D. C.

⁵⁷ Dans le premier numéro de la revue *Policy Analysis*, publiée par Cato en 1980.

⁵⁸ "A brief history", About CSIS, <http://www.csis.org/about/history>.

⁵⁹ Dans les années 1980, Lawrence C. Soley précise que ce sont ces trois fondations qui ont donné le plus : 259 000 dollars pour *Olin*, 250 000 dollars pour *Bradley*, 225 000 dollars pour Sarah Scaife, in *The News Shapers; The Sources Who Explain The News*, Praeger Publishers, New York, 1992, p. 95.

⁶⁰ Lawrence C. Soley, *The News Shapers; The Sources Who Explain The News*, Praeger Publishers, New York, 1992, p. 94.

⁶¹ James Mann, "Young Rumsfeld: The Donald Rumsfeld of Thirty Years Ago was a Lot Like the Man We Know Today – A Divisive Figure Who Relishes Bureaucratic Combat, Aims to Shake Up the Established Order, and is

avait, à l'origine, quatre objectifs: suivre de près les travaux effectués par d'autres organismes de recherche afin d'en évaluer l'objectivité (Abshire et Burke estimaient en effet que trop d'institutions acceptaient des analyses biaisées sans en voir les intérêts sous-jacents); créer des programmes de recherche dans des domaines encore non explorés mais néanmoins essentiels de la sécurité nationale et de la défense; anticiper les enjeux à venir dans le champ de la politique internationale; susciter le débat sur ces questions avec les milieux politiques et académiques à l'intérieur et à l'extérieur des frontières⁶². Quatre ans après sa création, le *think-tank*, qui avait démarré ses activités avec un budget de 120 000 dollars, était parvenu à se forger une identité dans son champ de spécialisation et à trouver un rythme de croisière. Ses dirigeants décidèrent alors de jouer la carte de l'indépendance organisationnelle par rapport à *American Enterprise Institute* (spécialisé sur les questions économiques), aidé en cela par le financement particulièrement généreux de Richard M. Scaife (membre de l'*Advisory Board* de CSIS).

Démarré à l'origine comme un programme de l'université *Georgetown*, la distance entre CSIS et l'université ne cessa de grandir au fil du temps. Distance physique tout d'abord, puisqu'au milieu des années 1960 (en 1966 plus exactement) CSIS quitta *Georgetown* pour se rapprocher du centre du pouvoir à Washington D.C et se fixer, en 1971, au 1800 K Street. **Distance intellectuelle** ensuite, prise il est vrai à l'initiative des instances académiques de l'université. En 1986 en effet, le président d'alors, Timothy S. Healy, demanda que soit organisé un audit scientifique des activités de CSIS (affilié à l'université mais échappant à son contrôle direct)⁶³. Le processus, qui consistait à examiner les travaux réalisés par les chercheurs de CSIS fut contesté par ses dirigeants. Ces derniers tentèrent ainsi d'y mettre un terme par deux fois : la première, en contestant les arrière-pensées et le biais politiques de l'exercice et des examinateurs; et lorsqu'il fut démontré que l'argument était sans fondement, en affirmant ensuite que le processus n'avait aucune valeur parce que *Georgetown "n'était pas une université de premier rang"*⁶⁴. Pour mettre un terme aux critiques émises par CSIS, Healy constitua un comité d'évaluation composé de cinq chercheurs de renom, extérieurs à son université. Les conclusions émises dans leur rapport furent sans ambiguïté : les chercheurs de CSIS produisaient de la "*propagande*" et non pas de la recherche académique⁶⁵. Et c'est sur la base de ces conclusions que les administrateurs de l'université *Georgetown* décidèrent de couper les ponts avec CSIS. A la suite de quoi, les deux entités n'eurent plus aucun lien, ce qui n'empêcha en rien CSIS de devenir une institution influente dans les sphères du pouvoir.

Très vite en effet après sa création, CSIS était parvenu à se créer un réseau de contacts au Congrès, puis élargit son influence aux cercles de l'Exécutif, du secteur privé, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Inscrivant ces contacts au sein même de son organisation, dans un *Board of Directors*, le *think tank* fut doté d'un *Advisory Board* également impliqué dans la prise de décision. La présidence de cet organe, confiée à des personnalités comme Paul Volker (ancien responsable de la *Federal Reserve*) assura à CSIS d'obtenir sans problème l'attention de la presse, des milieux politiques et des affaires, américains et internationaux. Les moyens

Tenaciously Committed to His Own Ideas and Ambitions, but He Was also a Social Moderate and a Dove", *The Atlantic Monthly*, Volume 292, Issue n°4, November 2003.

⁶² Cynthia Watson, *U.S. National Security Policy Groups: Institutional Profiles*, Greenwood Press, New York, Westport, Connecticut, London, 1990, p. 47.

⁶³ Lawrence C. Soley, *Leasing the Ivory Tower: The Corporate Takeover of Academia*, South End, Boston, 1995, p. 113.

⁶⁴ Alison Muscatine, "Georgetown University and Its Media Stars", *Washington Post* National Weekly Edition, May 26, 1986, pp. 10-11, cité in Lawrence C. Soley, *Leasing the Ivory Tower: The Corporate Takeover of Academia*, South End, Boston, 1995, p. 113.

⁶⁵ Lawrence C. Soley, *Leasing the Ivory Tower: The Corporate Takeover of Academia*, South End, Boston, 1995, p. 113.

financiers du *think tank* et sa domiciliation washingtonienne dans des bâtiments pourvus d'appartements spacieux, lui permirent, en outre, de monter des programmes de "conseillers" et de "chercheurs" visitant (*counselors and fellows-in-residence*)⁶⁶. C'est dans ce cadre que CSIS accueillit de grands noms de la politique internationale et de la défense après leur passage au gouvernement dans des administrations Républicaines ou Démocrates comme Ray S. Cline, ancien *Deputy Director* de la CIA et *Director of Intelligence and Research* au *State Department* sous Nixon (très impliqué à l'origine, dans la création de CSIS), Henry Kissinger, *Assistant to the President for National Security Affairs* puis *Secretary of State* de l'administration Ford, ou encore le rival du précédent, Zbigniew Brzezinski, *National Security Advisor* du président Démocrate Jimmy Carter, etc.

Dans le but de permettre à ses intervenants de formuler, dans tous les domaines de la politique étrangère et de la défense, des questions que CSIS identifiait comme des "*questions prioritaires*", mais aussi de traiter ces mêmes questions dans le cadre de publications, et d'intervenir dans différents types de débats, trois catégories de programmes de recherche furent créés : des "*Programmes d'Etudes Régionales*" consacrés à l'Afrique, l'Europe, l'Amérique Latine, les Proche et Moyen-Orient, les Etudes Soviétiques; des "*Programmes Fonctionnels*" (*Functional Programs*) dont l'un portait sur le *Contrôle des Armements, la Science et la Technologie* dans une perspective d'évaluation des actions engagées et prévues par les autorités américaines; un autre était consacré à *l'Energie et la Sécurité* (*Dewey F. Bartlett Program in Energy and Security*) dans le but d'étudier les dangers, pour les Etats-Unis, d'une dépendance à long terme des gisements pétroliers du Moyen-Orient (CSIS affirme ainsi avoir été l'un des premiers organismes à annoncer l'imminence du premier choc pétrolier); un autre, encore, intitulé "*Affaires Politico-militaires*" adressait un éventail très large de questions stratégiques en lien avec les secteurs publics et privés; un autre, enfin, sous le label "*Ressources Stratégiques*", portait sur l'évaluation des moyens (politiques, économiques, etc.) nécessaires pour contrebalancer la puissance soviétique. D'autres types d'activités, intégrées à ces programmes, impliquaient, sous le libellé "*Outreach*", un effort systématique de CSIS en direction de la communauté (au sens large du terme)⁶⁷. C'est ainsi qu'à partir de 1972, le *think tank* invitait des leaders du Congrès, au cours d'une de ses conférences (*Williamsburg Conference*), à rencontrer, au cours d'échanges informels, des responsables du monde des affaires, de l'enseignement supérieur et de la recherche, mais aussi des membres de l'Exécutif. Une autre facette de la dimension "*Outreach*" concernait la formation, dispensée par CSIS dans le cadre de "chaires" (confirmant ainsi la volonté de ses dirigeants de faire des travaux de ses membres un support à la décision et l'action) : une *William E. Simon chair* en économie politique, une *Henry A. Kissinger chair* en politique internationale, histoire diplomatique et sécurité nationale, une *William M. Scholl chair* en business international, etc. Des séries de conférences spécialisées, les *Abshire Endowed Lecture Series*, faites par des praticiens ou des théoriciens, dans les domaines de la stratégie, des affaires internationales et de la politique étrangère, reprises ensuite dans les *Significant Issues Series* produites annuellement par CSIS, complétaient ce dispositif. Une exposition maximale des travaux du *think tank* était, en outre, assurée par plusieurs types de dispositifs : des milliers de contacts annuels avec les grands médias; la création d'un *Directory of Specialists*, sorte d'annuaire de l'expertise recensée par CSIS, qui garantissait à la presse de pouvoir compter sur l'intervention d'un interlocuteur spécialisé 24 heures sur 24, lorsque le besoin ou l'urgence l'exigeaient; des publications comme

⁶⁶ Cynthia Watson, *U.S. National Security Policy Groups: Institutional Profiles*, Greenwood Press, New York, Westport, Connecticut, London, 1990, pp. 49-54.

⁶⁷ Cynthia Watson, *U.S. National Security Policy Groups: Institutional Profiles*, Greenwood Press, New York, Westport, Connecticut, London, 1990, p. 54.

The Washington Papers à l'usage des parlementaires et *The Washington Quarterly* et de nombreux ouvrages d'auteurs, en direction de la communauté académique.

La participation d'éminents spécialistes de questions internationales aux activités de CSIS qui, lorsqu'ils étaient en fonction avaient fait l'objet de critiques particulièrement virulentes de la part des milieux conservateurs - Henry Kissinger associé à la détente et au compromis avec les pays communistes et Zbigniew Brzezinski lié à une administration Carter accusée d'avoir reculé sur tous les fronts vis-à-vis de l'URSS – répondait à l'ambition proclamée par le *think tank* de neutralité politique. Cependant, et comme déjà mentionné, les origines de CSIS (issu de AEI) tout comme le soutien financier de fondations conservatrices connues pour leur propension à ne soutenir que les organisations portant leurs idées (Richard M. Scaife⁶⁸ fut à plusieurs reprises membre de l'*Advisory Board* de CSIS), ainsi que la présence de nombreux "faucons" (démocrates et républicains) dans ses rangs et dans ceux de l'administration Reagan, ou celle de membres de CSIS multipliant les "participations croisées" à d'autres think tanks conservateurs, apparentèrent CSIS à la nébuleuse conservatrice. Quelques noms célèbres permettent d'illustrer le propos : l'historien David M. Abshire, co-fondateur et premier *Executive director* de CSIS, devint ensuite *Assistant Secretary of State for Congressional Relations* dans l'administration Nixon, puis fut nommé *Ambassador to Nato* au cours du second mandat de Ronald Reagan. L'Economiste Murray Weidenbaum, l'un des "Trustees" de CSIS⁶⁹, fut le premier président du *Council of Economic Advisers* de Ronald Reagan, puis, lors du second mandat, devint l'un des membres du *President's Economic Policy Advisory Board*. Deux personnalités de l'administration Reagan, obligées de démissionner suite à des scandales, appartinrent également à CSIS : Richard V. Allen, premier *Senior Staff Analyst and Research* à CSIS, puis conseiller de campagne de Richard Nixon pour les questions de politique étrangère, occupa de nouveau cette fonction pour la campagne de Ronald Reagan avant de se voir confier, dans son administration, le poste de "National Security Adviser". Allen, qui avait fait partie du "Senior Staff" de CSIS entre 1962 et 1966⁷⁰, fut obligé de démissionner de son poste dans l'administration Reagan, ayant été accusé d'avoir reçu un pot de vin de la part d'un journaliste japonais pour lui organiser une entrevue avec Nancy Reagan. Très impliqué dans les *think tanks* conservateurs, Allen fut, à partir de 1983, le directeur du *Asian Studies Center* de *Heritage Foundation* et, la même année, *Senior Fellow* à *Hoover Institution on War, Revolution and Peace*⁷¹. Un autre *National Security Adviser* de Reagan, Robert C. McFarlane, intégra les rangs de CSIS en tant que "Counselor" en mars 1986⁷², après avoir été, lui aussi obligé de démissionner, suite au rôle qu'il avait pu jouer dans l'affaire Iran-Contra⁷³. McFarlane fut rejoint à CSIS par Michael A. Ledeen, l'un de ses anciens consultants au NSC qui avait eu une part très active, en 1985, dans les ventes d'armes illégales à l'Iran. Ledeen, qui fut *Senior Staff Member* à CSIS entre 1977 et 1981, époque à laquelle il participa à la création du *Washington*

⁶⁸ Entre 1974 et 1988, les fondations Scaife donnèrent plus de 10 millions de dollars aux *think tanks* conservateurs dont les noms suivent : *Hoover Institution on War, Revolution and Peace*, *Center for Strategic and International Studies*, *Free Congress Research and Education Foundation*, *American Enterprise Institute for Public Policy Research*, in Eric Alterman, *What Liberal Media? The Truth about Bias and The News*, Basic Books, 2003, p. 249.

⁶⁹ "Board of Trustees and Counsellors", CSIS, <http://www.csis.org/about/trustees/>.

⁷⁰ Harold C. Relya, *The Executive Office of the President: A Historical, Biographical and Bibliographical Guide*, Greenwood Press, Westport, CT, 1997, p. 463.

⁷¹ Harold C. Relya, *The Executive Office of the President: A Historical, Biographical and Bibliographical Guide*, Greenwood Press, Westport, CT, 1997, p. 463.

⁷² Wayne King and Warren Weaver, "Briefing; Aide to Academia", *The New York Times*, March 2, 1986.

⁷³ Une affaire particulièrement complexe qui révéla des liens entre la vente illégale d'armes à l'Iran pour obtenir tout d'abord la libération de 6 otages américains prisonniers de militants shiites pro-iraniens au Liban, puis, ensuite, des fonds qui devaient être utilisés pour fournir une aide (interdite par le Congrès depuis 1982) aux Contras, engagés dans une guérilla contre le gouvernement Sandiniste de gauche du Nicaragua.

*Quarterly*⁷⁴, y revint de 1982 à 1986 en tant que Senior Fellow⁷⁵ puis devint "*Freedom Scholar*" de l'*American Enterprise Institute* avant d'être plus tard consulté fréquemment par Karl Rove, le *White House's deputy chief of staff* et *Senior Adviser* de Georges W. Bush (démissionnaire en août 2007⁷⁶).

Cette proximité de *CSIS* avec les milieux parlementaires et exécutifs permirent au *think tank* de voir les travaux de ses membres se transformer parfois en loi ou en décisions suivies d'effet. Pour illustrer le propos, on peut citer les études de *CSIS* engagées en 1985 qui eurent pour effet d'aboutir à la loi Goldwater-Nichols (*Goldwater-Nichols Legislation*) sur la réforme du département de la défense. Reprises ultérieurement dans un programme de *CSIS* intitulé "*Beyond Goldwater-Nichols*", les deux volets de ce programme, achevés respectivement en mars 2004 et juillet 2005, furent utilisés par le Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld pour présenter au président conservateur Georges W. Bush les solutions à une réforme de la défense américaine au 21^{ème} siècle⁷⁷. Dans un registre proche, ce fut un rapport (*DHS 2.0*) élaboré conjointement par *CSIS* et *Heritage Foundation* qui, selon la communication officielle de *CSIS* fournie à Michael Chertoff la plupart des idées qu'il décida d'adopter pour réorganiser le *Department of Homeland Security*⁷⁸. De fait, conformément à ce qu'avait voulu David Abshire, l'un de ses co-fondateurs, *CSIS* remplissait la mission première qui avait motivé sa création, à savoir être un *think tank* orienté, dans le domaine des affaires internationales et de la sécurité, vers l'action, et non pas vers la réflexion purement académique ("*action-oriented, not book based*"⁷⁹).

⁷⁴ Alexander Cockburn, "The Gospel according to Ali Agca", *The Nation*, The Nation, volume 241, July 6, 1985.

⁷⁵ "Michael A. Ledeen, Freedom Scholar", American Enterprise Institute for Public Policy Research, http://www.aei.org/include/scholar_print.asp?scholarID=35.

⁷⁶ Karl Rove fut soupçonné d'avoir rendu public le nom d'un agent de la CIA en activité, Valerie Plame qui l'assigna en justice pour cela, ainsi que plusieurs membres importants de l'administration de Georges W. Bush comme [Dick Cheney](#), [I. Lewis Libby](#) et Richard Armitage. Le nouveau Congrès Démocrate était également sur les traces de Rove, désirant en savoir plus sur son rôle dans le renvoi de plusieurs *U.S attorneys*, ainsi que dans la transmission de consignes politiques à plusieurs agences gouvernementales.

⁷⁷ "A Brief History", About CSIS, <http://www.crisis.org/about/history>.

⁷⁸ Ibid.

⁷⁹ Ira Chinoy and Robert G. Kaiser, "Decades of Contribution to Conservatism", *The Washinton Post*, Sunday, May 2, 1999, p. A25.